

Les Nouvelles du Mouvement européen-Provence

Sommaire

- Editorial – A la “Saint Schuman” 2019
- Pour une politique éducative européenne
- Les élections européennes 2019 - 2^{ème} partie : comment se dessine le futur PE

Editorial – A la “Saint Schuman” 2019...

La “*Journée de l’Europe*”, que nous appelions jadis avec ironie la “Saint-Schuman”, commémore la *Déclaration Schuman* du 9 mai 1950, la Déclaration par laquelle le Ministre des Affaires Etrangères de la France proposa, dans le Salon de l’Horloge du Quai d’Orsay, de « *placer l’ensemble de la production franco-allemande de charbon et d’acier sous une Haute Autorité commune, dans une organisation ouverte à la participation des autres pays européens* ». Cette initiative diplomatique du gouvernement français trouve sa place dans l’Europe d’après-guerre et du début de la *guerre froide* où il s’agissait de reconstruire un continent dévasté par la guerre, partagé par les grandes puissances à *Yalta*, divisé par le *rideau de fer*, menacé, encore récemment, par le *blocus de Berlin*. Il s’agissait, pour les pays de l’ouest du continent, de reprendre collectivement leur destin en main sans laisser à d’autres le soin de les organiser. Il s’agissait enfin de réconcilier les Français et les Allemands après trois guerres meurtrières. La Déclaration Schuman est le point de départ de la “construction européenne”. Elle débouche sur la création de la *Communauté européenne du charbon et de l’acier* (CECA), bientôt suivie en 1957 par celles de la *Communauté économique européenne* (CEE) et de la *Communauté européenne de l’énergie atomique* (CEEA), Communautés ensuite englobées dans l’Union européenne dont nous possédons, avec les citoyens des 27 autres Etats membres, la citoyenneté.

Les commémorations se succèdent (c’est la 68^{ème}) et ne se ressemblent pas, mais elles sont souvent moroses. C’est le *paradoxe européen des Français*. Une grande majorité d’entre eux est globalement favorable à la construction européenne, et pourtant rares sont les acteurs politiques qui n’attribuent pas à l’Europe la cause de tous nos maux et ne l’accusent pas de toutes les turpitudes. Il y a heureusement de temps en temps des raisonnables et des courageux qui s’affranchissent de l’**eurodénigrement** (*eurobashing* quand on est branché...). Le pays leur en est, brièvement, reconnaissant. Depuis quelque temps, les déboires du *Brexit* ont ramené beaucoup de gens à la raison. Plus aucune formation politique qui compte ne préconise le *Frexit*, ni même la sortie de la zone euro. Il n’est plus question de “sortir” mais de “réformer en profondeur”. Dans nos sociétés hypermédiatisées, seul le coût de l’échec pèse les promesses et les illusions.

« *L’Europe ne fait plus rêver* », rengaine qui ne rend compte ni de la finalité ni de la réalité de la construction européenne. Le rêve, gardien du sommeil, n’est souvent que le substitut de l’action. L’Europe, telle que nous la construisons, n’est pas faite pour rêver mais pour faire vivre un projet dont le succès repose sur sa valeur propre et sur l’énergie de celles et de ceux qui le servent. Non ! Ce qui anime la construction européenne, c’est l’espoir, à l’origine et maintenant encore.

– A l’origine, au sein de la guerre froide, ce fut l’espoir de la paix. Le premier mot de la déclaration Schuman, c’est la paix, la paix « *qui ne saurait être sauvegardée sans des efforts créateurs à la mesure des dangers qui la menacent* ». Le thème n’est plus aussi perceptible depuis la chute du mur de Berlin, mais c’est encore dans l’Union que les Européens espèrent pour protéger leur sécurité. Avec les Communautés européennes, puis avec l’Union européenne, l’espoir fut aussi celui de la prospérité grâce à un grand marché unique, puis celui d’un espace de démocratie, d’une *Communauté de droit* garantissant l’*Etat de droit* et la protection des droits fondamentaux.

– Avant même la chute du *mur de Berlin*, la perspective d’une adhésion à l’Union européenne a nourri chez des millions de citoyens de la RDA et des pays d’Europe centrale et orientale l’espoir d’une libération, d’une réunification du continent, de l’accès à un espace de démocratie, de liberté et de prospérité.

– Dans les récentes années, et plus tragiquement, les 1,2 millions de migrants qui au cours de l’été 2015 ont pénétré dans l’Union fuyant les désastres de la guerre ou la misère, les 730 000 qui, depuis 2015, ont traversé la Méditerranée et les 14 000 qui y ont laissé la vie portaient eux aussi un espoir assez puissant pour leur faire affronter les épreuves et les risques de l’exode : la sécurité et le travail.

1950-2019 : 69 ans, trois générations. Ce qui frappe, c’est la durée de l’aventure, la solidité du bâtiment, la résilience de l’équipage pourtant périodiquement traversé de doutes. Les Communautés puis l’Union ont surmonté de sérieuses crises internes (*crise de la chaise vide* en 1965-1966, interminable querelle budgétaire avec Margareth Thatcher,

échec du projet de Constitution en 2005, crise grecque en 2008-2009, *Brexit* sans fin) ou externes (Irak, Ukraine). Cela laisse penser que la conception du projet et le cap initial étaient bons.

Les européens, de plus en plus nombreux à rejoindre l'Union (environ 520 millions d'habitants), y ont vécu **la plus longue période de paix et de stabilité de leur histoire**. Le prix Nobel de la paix les a encouragés en 2012. L'Union leur a procuré une **prospérité** enviable (le PIB moyen par habitant a presque doublé dans les 20 dernières années). Elle est devenue le premier bloc commercial du monde (un tiers des exportations mondiales), la principale destination d'investissements directs étrangers, et la principale destination touristique. L'Euro est la **deuxième monnaie de réserve mondiale**. L'Union assume la moitié de l'aide publique totale au développement. Elle propose un **modèle social** mesuré notamment par la réduction des inégalités à l'intérieur des pays membres (43% en Irlande, 22% en Estonie). Elle est **la plus grande union démocratique du monde**. En 1950, 12 seulement des Etats qui devinrent ensuite membres étaient des démocraties. Le Parlement européen a été élu au suffrage universel direct dès 1979. L'Union a progressivement construit un régime d'**Etat de droit** et un système efficace de protection des libertés et des droits fondamentaux grâce à la jurisprudence de sa Cour de justice puis par l'adoption en 2000 de sa **Charte des droits fondamentaux**. Elle s'efforce, depuis quelques années, d'être un *montreur de conduite* exemplaire dans la lutte pour la sauvegarde de la planète. La qualité de la vie en Europe ne tient pas seulement à l'économie, il y a aussi, et qui ne se mesure pas, le mode de vie, la culture européenne dont la protection est la raison d'être de l'Union. Tout cela n'est probablement pas sans lien avec le fait que le citoyen de l'Union vit en moyenne huit ans de plus que la moyenne mondiale (79,6 ans d'espérance de vie à la naissance contre 71,4 en moyenne mondiale).

Il semble bien que ceux qui réclamaient avec impatience « *l'Europe, l'Europe, l'Europe !* » n'étaient pas dépourvus de bons sens. Ce bilan « *globalement positif* » est néanmoins étonnant si l'on songe que la passerelle a été occupée par des équipes hétéroclites, éphémères, lentes à se décider. L'Union n'est pas un Etat, et encore moins un Empire. C'est une union d'Etats-nations et de peuples – « *sans cesse plus étroite* », espérons-nous – qui ont choisi un destin commun parce qu'ils revendiquaient un héritage commun et partageaient les mêmes espoirs.

Le bilan restera-t-il longtemps positif? Le projet et la méthode se sont révélés adaptés au monde qui les ont vu naître. Mais le monde a changé. De nouveaux convives sont bien décidés à participer au banquet. L'Europe n'a pour elle ni l'espace, ni le nombre, ni la puissance militaire. Elle est devenue parfois une proie commerciale, elle n'est pas à la pointe de l'innovation technologique alors que sa haute culture scientifique pourrait le lui permettre, elle ne maîtrise pas les flux humains qui souhaiteraient s'y établir. Les superpuissances ne sont plus celles des années 50 mais elles gardent leurs propensions naturelles : contrôler par l'innovation, par la maîtrise de la monnaie ou par la maîtrise des infrastructures de la mondialisation.

Au milieu du siècle dernier, la Déclaration Schuman, pour préserver la paix, appelait à « *des efforts créateurs à la mesure des dangers qui la menacent* ». Les Européens se sont donnés les moyens de leurs espoirs. Ils n'ont pas échoué. Pour persévérer, leurs efforts d'imagination et de courage devraient les doter des moyens de faire face aux deux caractéristiques du monde qui vient : l'accélération et la concentration de tous les phénomènes de puissance.

Jean Vergès, Président d'honneur du *Mouvement Européen-Provence*

POUR UNE POLITIQUE EDUCATIVE EUROPEENNE

Maurice Berrard, inspecteur d'académie, ancien instituteur,
fondateur et directeur de la revue trimestrielle *Education & Management* (1988-2005)

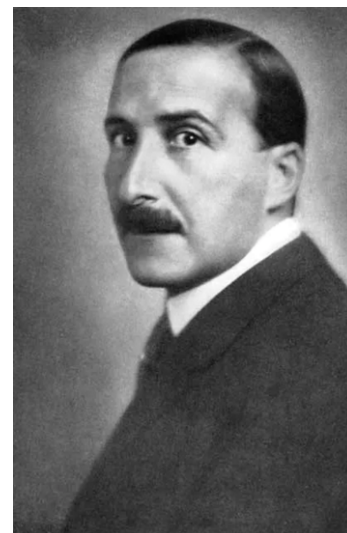
Pourquoi ce manque d'enthousiasme pour l'Europe ? Le souvenir des dernières guerres fratricides s'estomperait-il ? L'Union européenne serait-elle trop tatillonne, trop conformiste, trop lointaine ? Le monde actuel réclamerait-il d'autres types de coopération entre Etats ? Serait-ce aussi parce que l'Europe ne s'adresserait pas suffisamment aux nouvelles générations ? L'éducation serait-elle alors, au-delà des prochaines élections, la bonne solution pour demain ? Répondons avec quelques propositions et une méthode.

Commençons par des constats banals, mais significatifs. Les relations internationales ne cessent de se développer. L'Asie devient six fois plus peuplée que l'Europe et les Etats-Unis réunis. L'Europe représente 10% de la population mondiale et la France seulement 1%. Indispensable Europe pour exister dans ce contexte ! L'Europe de l'après-guerre nous a apporté la paix, une relative stabilité et une certaine influence. La perte progressive de son hégémonie pourrait même entraîner une volonté accrue de coopération. Malgré tout, aujourd'hui, l'Europe ne suscite guère d'adhésion enthousiaste. Moins de 3% des sujets traités en 2018 par les journaux télévisés français concernaient l'Union européenne. Le désir d'Europe paraît trop faible. De plus, des Européens expriment leurs insatisfactions : perte d'identité, insécurité, déclasserement, défiance, inquiétude face à la complexité et aux dangers... Facile de comprendre la tentation de se protéger dans le repli sur soi.

Comment répondre à de telles insatisfactions et retrouver le désir d'Europe ? Par une organisation plus efficace des institutions européennes, certes, mais plus fondamentalement par une éducation des jeunes Européens, menée conjointement par différents pays. De façon paradoxale, le strict principe européen de subsidiarité appliqué aux systèmes éducatifs nationaux, c'est-à-dire ne pas faire au niveau le plus élevé ce qui pourrait être fait au niveau inférieur, devient un obstacle lorsqu'il s'agit de problèmes nouveaux encore peu abordés dans chaque Etat, tels que l'essor du numérique ou la volonté des Européens de participer plus directement aux affaires communes. Nous proposons donc dans cet article une évolution de cette subsidiarité, en faveur d'objectifs scolaires à l'échelle européenne.

Relire Stefan Zweig

Les conférences de Stefan Zweig au début des années trente accèdent à l'intérêt d'une telle évolution, lorsque l'écrivain évoquait *une nouvelle génération éduquée dès son jeune âge, sans haine, dans le respect des réalisations européennes communes*. Le désir d'Europe lui paraissait être un sentiment primordial, du fait même de la montée des périls dans l'entre-deux guerres. Il défendait *un point de vue à la fois national et européen*. Il distinguait l'histoire de la guerre, de nature à la fois politique et militaire, et l'histoire de la paix, fondée sur l'éducation et la culture. La culture cimente cet esprit européen, issu de la pensée grecque, de l'organisation romaine, de la civilisation chrétienne occidentale, de l'humanisme de la Renaissance et du siècle des Lumières. Esprit dont les valeurs seront reprises dans le traité européen de Lisbonne en 2007.



Si l'on partage une telle analyse, c'est l'action éducative et culturelle – et donc en partie l'Ecole – qui est à la base du désir d'Europe. D'ailleurs, les fondateurs de l'Union européenne, il y a plus de soixante ans, s'étaient déjà interrogés sur le rôle fondamental de l'éducation avant de retenir une approche économique plus concrète et plus immédiate, tandis que le traité de Maastricht, en 1992, posait la première pierre de l'Europe de l'éducation en se référant à une citoyenneté commune. Il conviendrait par conséquent, non de supprimer la prérogative des Etats en matière d'enseignement, mais de l'infléchir pour des projets éducatifs bien précis, comme ce fut déjà le cas lors des échanges universitaires, des équivalences de diplômes ou des comparaisons de résultats. C'est dans cet esprit qu'on pourrait avancer deux projets : la création d'une nouvelle matière scolaire visant à mieux vivre le monde d'aujourd'hui, et la pratique d'un management éducatif fondé sur la confiance afin de mieux préparer le monde de demain.

Une nouvelle matière scolaire

Une des causes des inégalités scolaires relève des discriminations sociales et culturelles extérieures à l'école elle-même, notamment l'utilisation des moyens modernes de communication et la manière de se comporter dans la société pour y être intégré. Il s'agirait – au carrefour de la sémiologie, de la médiologie, de l'anthropologie de la quotidienneté et de l'enseignement pratique – de définir une nouvelle matière scolaire. Quel nom lui donner ? Erasme, grande figure de l'humanisme européen, parlait de *civilité*. Pour l'heure, proposons un modeste « *vie quotidienne* », facile à traduire dans d'autres langues ! Resterait à recruter et former ces professeurs de *vie quotidienne*, capables, en partenariat avec les familles, d'enseigner et éduquer nos enfants ! En ce qui concerne la France, pourquoi pas un certificat d'aptitude à l'enseignement de la vie quotidienne en formation initiale, complété par une agrégation en formation continue ?

Le contenu de cette discipline pourrait se nourrir d'approches multiples et convergentes : mettre en ordre la surabondance des informations, contribuer à l'intelligence collective, décoder l'actualité, en vérifier les sources, maîtriser les écrans, internet, les applications, les algorithmes, la dématérialisation, la publicité et l'intelligence artificielle, exercer son esprit critique sur les médias et les réseaux sociaux, respecter les règles du civisme, connaître les codes sociaux, savoir s'adapter aux personnes et aux circonstances, se nourrir, se soigner, porter les premiers secours, conduire un véhicule, participer à des actions de solidarité, protéger l'environnement, distinguer différents registres de langues et niveaux d'argumentation, etc. En somme, une bonne façon de savoir lire et écrire le monde moderne, et ainsi de lutter contre les ségrégations et les dangers de toutes sortes !

Un management éducatif fondé sur la confiance

Appelons *management éducatif* la manière d'organiser et de diriger des établissements d'enseignement évoluant vers davantage d'autonomie et offrant à chacun un modèle vivant de démocratie. Le management éducatif ne repose ni sur l'habileté à manœuvrer des rapports de force, ni sur la stricte application d'une abondante réglementation, mais sur une manière démocratique d'animer une équipe : solliciter, respecter et valoriser chaque

personne, préciser collectivement les objectifs et la situation de départ, échanger des arguments, élaborer une solution nouvelle qui n'existait pas au départ de la discussion, la resituer dans un projet d'ensemble.

Ce type de management va de pair avec une plus grande autonomie de chaque école, notamment pour les pays à tradition centralisatrice comme la France. Il en est, à la fois, la cause et la conséquence. Les situations sur le terrain sont devenues trop complexes pour se satisfaire de solutions identiques. Afin que chaque jeune réussisse, il vaut mieux libérer les initiatives des équipes locales que renforcer des consignes uniformes. La confiance collective entre les acteurs constitue le fondement de ce management éducatif. La formation des personnels et notamment des chefs d'établissement – soit une alternance de situations pratiques, d'apports théoriques et d'échanges coopératifs entre pairs – est la clé de sa réussite. Une telle formation est d'autant plus cruciale que les valeurs de l'École sont aujourd'hui trop souvent contredites par les modèles de l'actualité présentés par les médias.

Importance de la méthode

Pour mettre en œuvre ces deux projets portant sur les contenus et sur le mode de direction, il semble peu réaliste de concevoir une politique éducative globale unique en Europe, trop en rupture avec le principe de subsidiarité. Il y a déjà une Europe de l'Union à 28 pays (bientôt 27 peut-être), une Europe de la monnaie à 19, une Europe douanière à 32. Il pourrait y avoir une Europe des projets réunissant certains pays volontaires – quels qu'en soient le nombre et leur degré de ressemblance – pour conduire des initiatives éducatives innovantes, aptes à susciter dans l'avenir le désir d'Europe. Autant de projets supranationaux qui nuanceraient la règle de subsidiarité, sans la détruire. La France semble bien placée pour lancer ces deux projets de nouvelle matière scolaire et de management éducatif, car elle vient de créer un CAPES *informatique* et elle entend promouvoir une *école de la confiance*. Si, par prudence, il est souhaité de procéder par étapes, pourraient d'abord être instaurés une heure hebdomadaire d'éducation civique et culturelle européenne, conduite par des professeurs volontaires, des formations communes pour les chefs d'établissement, des échanges d'enseignants et d'élèves de la scolarité obligatoire, des « clubs européens » extra-scolaires, etc. C'est ainsi que se fortifiera une conscience européenne.

Une telle approche ouverte et foisonnante de l'Europe éducative et culturelle devrait se révéler féconde. D'autres pays proposeront certainement leurs propres projets. N'anticipons pas leurs choix, mais souhaitons tout de même que la formation historique des jeunes en fera partie. Le livre d'histoire commun à tous les pays d'Europe ne doit pas être facile à écrire. Mais considérons les choses autrement. Des élèves européens pourraient se passionner en comparant des études nationales différentes concernant une même époque historique. Prenons comme exemple, au début du XVI^e siècle, les relations entre le roi français François I^{er}, l'empereur germanique Charles Quint, le pape italien Léon X et le sultan turc Soliman le Magnifique. A l'issue de ces comparaisons, les élèves pourront constater, qu'au-delà des interprétations différentes de chaque nation, l'Europe fut vraiment au cœur des ambitions. En l'occurrence, une vieille Europe, protégée des tentations de l'impérialisme par la diversité même de ses peuples, mais si nécessaire, si désirable dans l'avenir, où trop d'absence de mémoire, trop de bouleversement et trop de puissance agressive risquent de déséquilibrer le monde !

Elections européennes

2^{ème} partie : Comment se dessine le futur Parlement européen (PE)

Annie Giraud-Héraud, *Mouvement européen-Provence*

Dans le numéro 27 des Nouvelles du MEP, nous avons montré comment les reports successifs du Brexit ont créé un imbroglio dont il est impossible, à l'heure actuelle, de savoir quand et comment il sera dénoué. Cette question a été centrale un temps dans les médias et a détourné leur attention de la campagne électorale. Avec le dépôt récent des listes de candidatures, s'est engagée la campagne officielle : il reste une semaine aux candidats pour convaincre les électeurs de voter pour eux ; de voter, devrions-nous dire, tant l'inquiétude est forte quant au taux de participation qui n'a cessé de décliner depuis la première élection du Parlement européen (PE) en 1979.

En France, la publication des listes a suscité l'étonnement : 34 listes, un record soulignent les médias... Et on s'interroge sur le caractère démocratique ou non de cette multiplication des listes ; on suit le match pour la première place entre la liste macroniste

Abstention

Nicolas Becuwe de Kantar Public déclarait en février : "Une majorité des Européens ne savent pas qu'il y a des élections européennes en 2019 et selon nos enquêtes, l'intérêt et la connaissance sont limités... un fort taux d'abstention est à craindre pour ces élections européennes".

Depuis 1979, le taux de participation au sein de l'Union européenne n'a fait que baisser. De 61,99% en 1979, il est tombé à 42,61% en 2014. En cette fin de campagne, le taux de participation estimé est de l'ordre de 40%.

Renaissance et la liste lepéniste *Prenez le pouvoir* ; on spéculer sur le score de la liste *Union de la droite et du centre* dopé par un chef de file qui a créé la surprise ; on déplore l'émiettement de la gauche ou on en sourit (c'est selon...) ; on souligne les petites phrases et maladroites des uns et des autres ; on repère la présence dans certaines listes de quelques gilets jaunes ; on se demande si, oui ou non, cette élection va se transformer en référendum "*Pour ou Contre Macron*"... Au total, les conditions semblent réunies pour faire de cette élection des 79 eurodéputés français une élection franco-française focalisée sur la situation intérieure de la France... Quelques médias résistent, mais suffiront-ils à inverser cette tendance et à mobiliser les électeurs français sur les enjeux européens de cette élection et leurs répercussions en France ? Sauront-ils (voudront-ils...) les intéresser aux conséquences de leur vote sur la composition du futur Parlement européen, sur le choix du Président de la Commission européenne, sur la façon dont les eurodéputés français pèseront (ou non...) au sein du PE ? Ces questions se posent d'autant plus que les sondages en France (et leurs projections en répartitions de sièges) ne convergent pas vraiment avec les projections faites pour l'ensemble du Parlement européen.

I- Comment se dessine le futur Parlement ?

Ces élections européennes ont lieu après quinze années de présidence de la Commission européenne par le *Parti populaire européen* (PPE). Quant au PE, il est dominé depuis plusieurs mandats par une grande coalition majoritaire entre le groupe PPE et le groupe S&D qui, dans le PE actuel, disposent à eux deux de 54% des sièges. Beaucoup s'interrogent sur la façon dont les recompositions politiques à l'œuvre dans les Etats membres (et notamment la montée des partis populistes) vont se traduire dans la composition du futur PE. Ainsi, Yves Bertoncini (Président du *Mouvement européen-France*) anticipe-t-il un véritable bouleversement : « ... pour la première fois depuis 1979, les deux groupes principaux n'auront sans doute pas la majorité à eux tous seuls et il pourrait donc y avoir besoin d'un troisième groupe. » (France Culture, lundi 21 janvier). Quelles alliances vont être nouées ? Peut-il y avoir une nouvelle coalition majoritaire, et avec quels groupes ? Le fonctionnement du PE en sera-t-il affecté et comment ?

Des premiers sondages ont été publiés dès l'automne 2018, et, depuis le début de l'année, des compilations assorties de

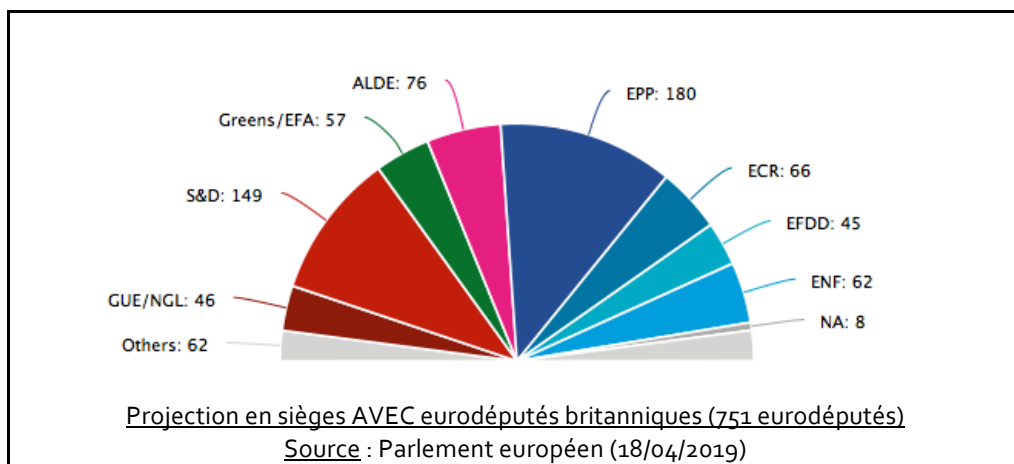
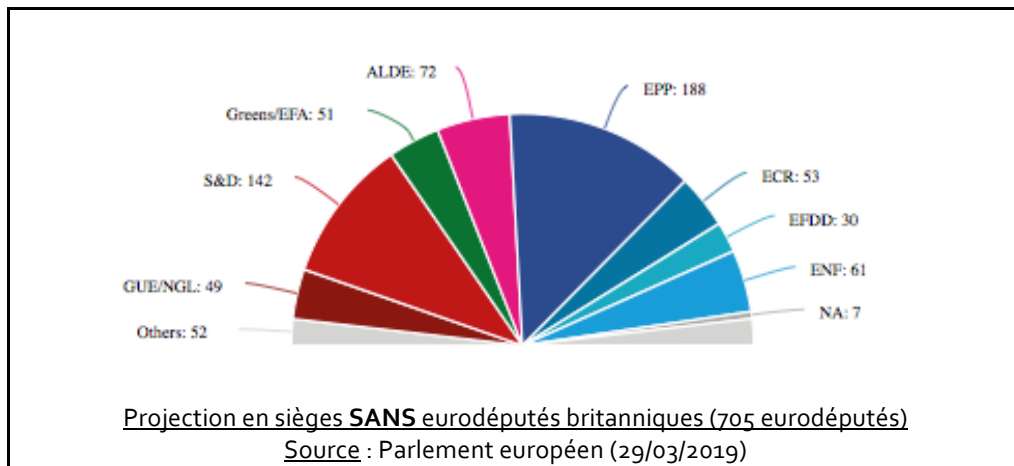
projections en sièges du futur Parlement. Le PE lui-même a mandaté *l'Institut Kantar Europe* pour procéder à de telles analyses et a publié mi-février sur son site une première série de résultats. L'intention du PE était de procéder à leur actualisation tous les 15 jours. (cf. en fin de texte les sites où trouver ces projections)

Ces premières compilations et projections ont été réalisées en prenant l'hypothèse d'une non-participation des britanniques au scrutin. Or, après un nouveau report au 31 octobre d'une décision du Royaume-Uni sur le Brexit, le gouvernement britannique a programmé des élections européennes le 23 mai prochain (voir le numéro 27 des *Nouvelles du Mouvement européen-Provence*). Les premiers sondages au Royaume-Uni (RU) donnent une avance des travaillistes (groupe S&D de l'actuel PE) sur les conservateurs (groupe CRE de l'actuel PE) et une perte de sièges par l'UKIP, dont le fondateur et ancien dirigeant, Nigel Farage, vient de se lancer dans la campagne électorale avec un nouveau parti tout aussi europhobe, le *Brexit Party*. La perspective de la présence au PE des 73 eurodéputés britanniques (soit près de 10% de l'effectif total d'eurodéputés) a conduit à réviser les compilations et projections et les modifications sont sensibles.

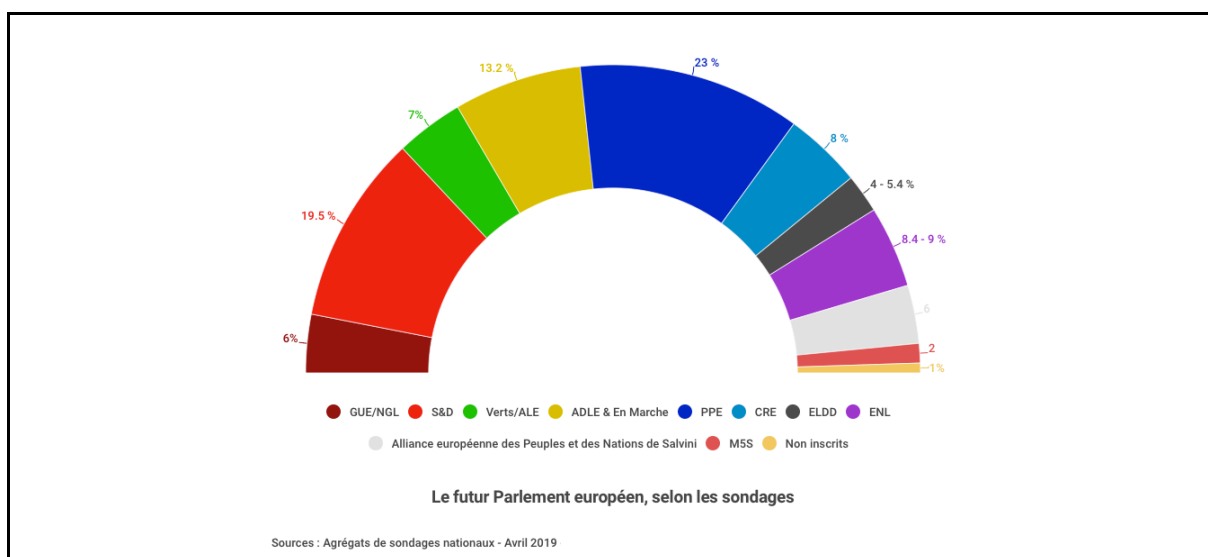
Groupes politiques au Parlement européen (en février 2019)			
En français : caractère normal			
<i>En anglais : caractère italique</i>			
Sièges	Acronyme	Groupes au parlement européen	Tendance majoritaire
217	PPE <i>EPP</i>	Groupe du Parti populaire européen <i>Group of the European People's Party</i>	Libéral / Conservateur / Europhile
187	S&D <i>S&D</i>	Alliance progressiste des socialistes et démocrates au Parlement européen <i>Group of the Progressive Alliance of Socialists and Democrats in the European Parliament</i>	Socialiste / Social-démocrate / Europhile
75	CREE <i>ECR</i>	Conservateurs et réformistes européens <i>European Conservative and reformists Group</i>	Conservateur / Euroseptique
68	ADLE <i>ALDE</i>	Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe <i>Alliance of Liberals and Democrats for Europe</i>	Libéral / Europhile
52	Verts/ALE <i>Greens-EFA</i>	Groupe des Verts/Alliance libre européenne <i>The Greens-Europeans Free Alliance</i>	Ecologiste / Régionaliste / Europhile
52	GUE/NGL <i>GUE/NGL</i>	Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique <i>European United Left-Nordic Green Left</i>	Ecosocialiste / Antilibéral
41	ELDD <i>EFDD</i>	Europe de la liberté et de la démocratie <i>Europe of Freedom and Direct Democracy Group</i>	Souverainiste / Euroseptique
37	ENL <i>ENF</i>	Europe des nations et des libertés <i>Europe of Nations and Freedom</i>	Nationaliste / Euroseptique
22		Non-inscrits <i>Non-attached Members</i>	

Les projections du futur PE avec ou sans eurodéputés britanniques.

Au début du mois de février, le PE a publié sur son site une première compilation de sondages, très commentée, assortie de projection du futur PE en nombre de sièges. Les dernières actualisations ont été publiées le 29 mars 2019, puis le 18 avril 2019 après l'annonce de la participation du RU au scrutin européen.



S'appuyant pourtant sur les mêmes sondages et compilations que le PE, d'autres projections ont été proposées notamment par le site *Toute l'Europe* (le diagramme correspond à une projection incluant les élus britanniques).



Les écarts entre les projections du PE et celles de *Toute L'Europe* portent essentiellement sur la répartition des eurodéputés n'affichant pas une affiliation à une des formations politiques (groupes et partis) présentes dans l'actuel PE : le site du PE range ces 62 eurodéputés dans la catégorie "Others" qu'il a choisi de répartir en parts égales à l'extrême droite et à l'extrême gauche de l'échiquier parlementaire ; quant au site *Toute l'Europe*, il en range une partie (les élus de la liste présentée par LREM, soit environ 20 sièges) avec les élus affiliés à l'ADLE, et il répartit l'autre partie surtout dans les groupes d'extrême droite, ce qui augmente sensiblement la part des élus des droites eurosceptiques et europhobes (environ 24%). En apparence, les équilibres d'ensemble seraient ainsi différents.

S'agissant des projections du PE, il faut souligner que, selon *Euractiv*, c'est Klaus Welle, le secrétaire général du Parlement européen et ancien secrétaire général du PPE, qui était à la manœuvre dans la décision du PE de diffuser des compilations et leurs analyses sur le site du PE. A la mi-mars, la conférence des Présidents de groupes du PE s'est émue de cette initiative et d'un possible impact favorable au PPE et à la coalition PPE - S&D, et elle a demandé et obtenu l'arrêt de cette diffusion. Quant à *Toute l'Europe*, il s'agit d'un GIE (groupement d'intérêt économique) comprenant deux membres, le *Secrétariat général des affaires européennes* placé auprès du premier ministre (SGAE) et la SNCF, et dont l'essentiel du financement est public. « *Dis-moi d'où tu parles...* » aurait-on dit dans les années 70 pour commenter cette différence.

Quoi qu'il en soit, ces projections sont intéressantes et appellent quelques commentaires.

II- Analyses de ces projections

1- Une éventuelle coalition PPE et S&D n'aurait pas la majorité absolue

En perte de vitesse par rapport à 2014 et en dépit d'une érosion qui s'accroît au fil des projections successives, ces deux groupes devraient demeurer les deux principales forces politiques à l'issue de ces élections. Une érosion largement due aux problèmes rencontrés par les grands partis de chacun de ces deux groupes dans nombre d'Etats membres. C'est notamment le cas en Allemagne où, en septembre 2017, la percée du parti d'extrême droite, l'*AfD* (Alternative pour l'Allemagne) s'est faite aux dépens de la *CDU* d'Angela Merkel, et où le *SPD* a perdu une partie importante de ses électeurs au bénéfice des *Verts*. C'est aussi le cas en France où *Les Républicains (LR)* et le *Parti Socialiste (PS)* ont perdu une partie importante de leurs troupes aspirée par *La République en Marche (LREM)*.

La participation du Royaume-Uni au scrutin européen modifie la donne. L'érosion relative du *PPE* se trouve accrue du fait que les élus Conservateurs britanniques n'adhèrent pas au *PPE* mais au groupe eurosceptique *CREE* dont ils constituent actuellement le gros bataillon. Quant au groupe *S&D*, l'arrivée des Travailleurs enraye partiellement son érosion sans pour autant lui permettre de revenir au nombre de sièges de l'actuelle mandature.

Avec ou sans les Britanniques, les scores du *PPE* et du *S&D* (330 sur 705, ou 329 sur 751 eurodéputés) ne permettent pas d'envisager la reconstitution de la coalition majoritaire de l'actuelle mandature (404 sur 751 eurodéputés). Dans les deux hypothèses, ils devraient trouver un troisième allié, soit de façon durable, soit de façon circonstancielle au fil des votes.

Cette fragilité de l'actuelle coalition majoritaire se trouve accrue par les hésitations de certains membres du groupe *S&D* à la voir perdurer ; c'est le cas notamment des Allemands du *SPD* qui estiment que leur alliance avec la *CDU* au niveau national leur a fait perdre du crédit auprès des électeurs de gauche au bénéfice des *Verts*. Le risque de dérive du *PPE* vers la droite dure renforce ces hésitations et les conduit à s'interroger sur l'opportunité d'une "cure d'opposition". En effet, la présence au sein du *PPE* du parti hongrois *Fidesz* (dont l'exclusion du *PPE*, en raison des atteintes à l'état de droit du gouvernement hongrois, a été récemment évitée de justesse) peut tirer le *PPE* vers la droite dure (notamment pour des votes concernant l'immigration, le droit des femmes, etc.) et freiner, voire empêcher la consolidation d'une alliance *PPE/S&D* avec l'*ADLE* et/ou les *Verts/ALE* ; sans oublier le risque de voir les eurodéputés du *Fidesz* quitter finalement le *PPE* pour rejoindre un groupe eurosceptique d'extrême droite, en entraînant éventuellement à leur suite d'autres eurodéputés du *PPE*.

2- L'effectif global des partis populistes semble stable

Pour autant, « *Faut-il craindre une déferlante "populiste" et europhobe lors des élections européennes ?* » s'interrogeait Jean Quatremer en début d'année. « *Pour l'instant, [rappelle-t-il], ils sont éclatés entre trois groupes (les conservateurs eurosceptiques de l'ECR, l'EFDD formé autour de l'Ukip et du M5S, l'ENF dont la colonne vertébrale est formée du RN [en France] et de la Ligue [en Italie]), sans compter quelques non-inscrits trop radioactifs comme le Jobbik hongrois ou l'Aube dorée grecque* » (Libération, le 20 janvier 2019). Pour aussitôt faire la démonstration de la faible probabilité de cette déferlante.

C'est la conclusion qu'avaient également tirée la plupart des observateurs après la publication en février 2019 par le PE des premières compilations de sondages. Les groupes d'extrême droite verraient leurs effectifs augmenter d'une petite dizaine d'eurodéputés, tandis que le groupe d'extrême gauche GUE/NGL verrait son effectif se réduire quelque peu, en dépit du ralliement de quelques anciens S&D lié à la chute de leur parti dans leur pays d'origine. L'effectif global des groupes eurosceptiques serait donc quasiment stable et ne remettrait pas en cause la prédominance du PPE et de ses alliés.

Mais à y regarder de près, ces prévisions ne prennent pas suffisamment en compte un certain nombre de sources d'incertitude.

Certes, dans ces projections, le poids grandissant des partis populistes (en Italie, par exemple, où La Ligue passerait de 7 eurodéputés à près d'une trentaine, en Suède avec le parti SD, ou en Espagne avec le parti Vox...) est contrebalancé par leur déclin dans d'autres pays (Pays-Bas, Danemark, Pologne) ou leur quasi-stabilité comme avec le RN en France. Mais les récents résultats des élections sénatoriales au Pays-Bas montrent qu'une partie importante de l'électorat d'un pays peut rapidement basculer vers l'extrême droite quand il se sent menacé dans sa sécurité, argument de campagne commun à tous les partis populistes. Leurs leaders, dont Matteo Salvini et Marine Le Pen, multiplient les rencontres et tentent de mettre en place le 18 mai à Milan, à l'occasion "d'un *grand meeting européen*" un nouveau groupe politique au PE, « *le groupe le plus important au Parlement européen* » affirment-ils, qui pourrait alors peser sur les votes du PE.

La participation du Royaume-Uni au scrutin va également dans le sens d'une possible réorientation des votes vers l'extrême droite nationaliste et populiste : les quelques 35% d'intentions de vote dont un sondage a récemment crédité le *Brexit Party*, parti nationaliste et europhobe récemment créé par Nigel Farage, se font aux dépens surtout des Conservateurs et, à un moindre degré, des Travailleurs ; ses 20 à 25 eurodéputés viendraient s'ajouter aux 153 eurodéputés d'extrême droite. Les futurs eurodéputés Tories rejoindraient à nouveau le groupe CREE, nationaliste et eurosceptique, mais avec un effectif bien moindre que ce que prévoient les projections qui s'appuient sur des sondages déjà anciens. Ce qui se passe au Royaume-Uni illustre une tendance générale : un peu partout en Europe, les partis d'extrême droite ont prospéré ces dernières années aux dépens des partis conservateurs dans lesquels, par ailleurs, leurs idées ont infusé ; et les frontières entre Conservateurs et extrême droite deviennent floues et poreuses.

Enfin, dans cette dernière étape de la campagne, sortent de la coulisse (où ils s'agitent depuis longtemps déjà) des adversaires déclarés de l'Union européenne qui tentent d'introduire de la turbulence dans ce scrutin et pas seulement par le biais de la manipulation de l'information et des réseaux sociaux. Quelques médias ont récemment montré ou rappelé les liens existant entre la Russie de Poutine et certains de ces partis populistes (Ligue et RN) ; ils ont aussi mis au grand jour les nombreuses allées et venues en Europe de Steve Bannon, l'ancien conseiller de Donald Trump, et son projet de démanteler l'UE en créant une "*internationale populiste*" qui rassemblerait les Populistes italiens, britanniques, hongrois, français, espagnols, polonais, etc. et même, espère-t-il, une partie du PPE. Bien sûr, les observateurs s'accordent à souligner les conflits de leadership existant entre les principaux leaders (notamment Matteo Salvini, Marine Le Pen, Viktor Orbán), ainsi que leurs divergences idéologiques, voire leurs conflits d'intérêts comme c'est le cas par exemple sur la question des migrations ; jamais, ajoutent-ils, ils ne pourraient se coaliser pour constituer un seul groupe, *a fortiori* en y intégrant le groupe d'extrême gauche, GUE/NGL. Ils ont sans doute raison s'il est question d'une coalition stable et durable ; mais pour que le projet de Steve Bannon commence à prendre corps, il suffirait d'une coalition provisoire constituée en début de mandature, au moment où se mettent en place et s'organisent les institutions de l'UE, Parlement et Commission, et de coalitions circonstancielles à l'occasion des votes, par exemple au moment du vote du budget. Leur capacité de nuisance serait alors importante.

3- Un pôle central, pivot d'une future coalition ? Le pari d'Emmanuel Macron

C'est là qu'intervient le pari d'Emmanuel Macron de reconfigurer le Parlement européen en créant un pôle central avec l'ADLE avec lequel il est en pourparlers depuis de longs mois, et qui deviendrait le pivot d'une coalition comprenant le PPE et le S&D. Quand il déclare vouloir refonder l'Europe sur des pouvoirs accrus de l'UE en matière économique, quand il récusé la montée des égoïsmes nationaux et défend l'idée d'une Europe protectrice et solidaire, quand il prône la vigilance sur les valeurs de l'Union et notamment sur la question de l'Etat de droit, etc., Emmanuel Macron anticipe cette reconfiguration en donnant des gages aux uns et aux autres. Une telle coalition aurait la majorité absolue mais sa dynamique serait complexe.

Certes, elle arrimerait le PPE dans le camp des européistes convaincus, mais elle pourrait aussi inciter une partie des eurodéputés conservateurs, et pas seulement les élus du *Fidesz*, à migrer vers les groupes eurosceptiques, affaiblissant ainsi le PPE qui a longtemps dominé le PE. De même, le S&D risque d'être soumis à des fluctuations :

en cas de Brexit, il perdra les quelques travaillistes qui vont venir grossir ses rangs ; mais surtout, certains élus socio-démocrates pourraient craindre de voir le libéralisme économique dominer cette coalition et préférer défendre leur conception d'une Europe plus sociale et plus solidaire en rejoignant le groupe des Verts (plutôt que l'extrême gauche), un glissement initié en Allemagne lors des élections de 2017.

Dans cette perspective que devient ce groupe des Verts ? Les projections montrent un effectif compris entre 50 et 57 eurodéputés. Leur appoint ne serait pas nécessaire à une coalition majoritaire PPE/S&D/ADLE, leur présence en rendrait le fonctionnement plus difficile, et ils sont attachés à leur liberté de mouvement ; il est donc peu probable qu'ils en fassent partie. Mais l'importance croissante des thèmes de l'environnement et du changement climatique leur permettra d'exercer une influence réelle et de peser sur certains votes. Aussi est-il probable qu'ils seront ménagés, dès le début de la mandature, par la coalition majoritaire si celle-ci se constitue.

Une telle reconfiguration ne serait pas sans influence sur le fonctionnement concret du PE : en particulier, le souci constant du compromis, dominante des précédentes mandatures, pourrait laisser place à des débats plus conflictuels et à une certaine instabilité.

En bref, pendant toute la campagne, les commentateurs ont mis l'accent sur l'enjeu que constitue le poids des élus eurosceptiques et europhobes : vont-ils dénoncer les traités et seront-ils en mesure de détruire ou remodeler l'Union de l'intérieur comme ils le proclament haut et fort, ne conservant de celle-ci que l'Euro, plébiscité par les peuples dont ils se réclament, et une alliance entre Etats dont la souveraineté serait pleinement rétablie ? Les sondages successifs les ont incités à repousser ce scénario et à s'intéresser plutôt à la fin possible de la coalition PPE et S&D. Un nouvel enjeu émerge alors : jusqu'à quel point le PPE sera-t-il affaibli ? Et quand bien même il obtiendrait le plus grand nombre d'élus, verra-t-il son effectif dépassé, en cumul, par ceux des groupes d'extrême droite eurosceptiques ? Progressivement, le scénario d'une gouvernance du PE par une coalition centrée sur un groupe formé autour de l'ADLE et des élus macronistes a pris de la crédibilité. Mais les incertitudes liées au Brexit, celles tenant à la porosité accrues des frontières entre partis conservateurs européens et partis eurosceptiques (et bien d'autres incertitudes !) font que ce scénario reste fragile.

Quelques sites où trouver des projections du futur Parlement européen

- **KANTAR FRANCE INSIGHTS** (qui a réalisé les compilations à la demande du Parlement européen)
<https://fr.kantar.com/opinion-publique/politique/2019/projection-du-parlement-europeen-ce-que-change-la-participation-des-britanniques/>
- **Parlement européen**
<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20190228IPR29246/prochain-parlement-europeen-ue28-nouvelle-projection-en-sieges>
- **Toute l'Europe**
<https://www.toutteleurope.eu/actualite/a-quoi-ressemblera-le-futur-parlement-europeen.html>
- **Wikipedia**
https://fr.wikipedia.org/wiki/Sondages_sur_les_%C3%A9lections_europ%C3%A9ennes_de_2019

Agenda



Dimanche 26 mai
Elections au Parlement européen

Contacts utiles

Mouvement européen-France <http://www.mouvement-europeen.eu/>
Mouvement européen-Provence Maison de la vie associative – Le Ligourès – Place Romée de Villeneuve – 13090 – Aix-en-Provence
Bureau d'information du Parlement européen à Marseille http://sudest.europarl.fr/view/fr/agenda_org.html
Représentation régionale de la Commission européenne à Marseille https://ec.europa.eu/france/about-us/contact_fr